

Les Soirées de l'Agroécologie du Lycée de Brioude-Bonnefont

Jeudi 8 mars 2018

« L'adaptation des systèmes agricoles de Haute-Loire aux problématiques du XXIème siècle »

(compte-rendu)

Intervenant : **Jacques Caplat** agronome et anthropologue.

L'établissement de formation de Brioude-Bonnefont en partenariat avec la Chambre d'Agriculture de la Haute-Loire, l'association Haute Loire Biologique, la Coopérative SODIAAL-UNION, la communauté de communes « Sud Auvergne » et la commune de Brioude accueillait sa deuxième conférence dans le cadre des Soirées de l'Agroécologie (la première concernait le marché du lait bio). Le thème de cette soirée avec l'agronome et anthropologue Jacques Caplat portait sur l'adaptation de l'agriculture de Haute-Loire aux problématiques du XXIème siècle. Le débat ayant été organisé par les étudiants du BTS « Production Animale » du lycée et Mme Gaudriault, enseignante et référente en Agroécologie pour la Draaf.

Introduction par J. Caplat « la pensée réductionniste qui a guidé le développement agricole »

L'agriculture au singulier n'existe pas. Il faut parler des agricultures, des agricultures multiformes. L'anthropologie vérifie cet état de fait. Toutes mes observations d'agronome et d'anthropologue qui vont suivre s'appuient sur un long travail auprès des agriculteurs dans une démarche transversale de partage des savoirs.

Les inventions de l'agriculture au pluriel sont nées dans les bassins d'Amérique du Sud, d'Indonésie et d'Afrique mais le modèle qui s'est imposé notamment en Europe reste celui du croissant fertile irako-syrien. Ce choix s'est fait sous l'influence de la pensée d'Aristote : à un problème correspond une solution. Une pensée simple et tant soit peu réductionniste. Suivant ce modèle, on a pratiqué une agriculture basée sur des réponses directes aux problèmes rencontrés. Pour nourrir la plante, il fallait amener directement l'azote, le phosphore et le potassium puisque le végétal est demandeur. Tout en faisant fi de l'approche systémique représentée à travers le lien sol/climat/plante. C'est donc l'approche où seul le savant sait, c'est à dire une forme de pensée réductionniste des « maîtres du Monde ». Celle-ci ne fût pas celle de la Chine qui s'est plus tournée vers une pensée d'approche systémique. L'empirisme a aussi sa place en agriculture. L'observation quotidienne du paysan sur ses terres, ses cultures et ses troupeaux est tout aussi utile que l'approche hypothético-déductive de l'agronome. Ce dernier conçoit des modèles qui ne pourront exprimer leur potentiel que dans un écosystème bien spécifique. Or les contextes pédoclimatiques et les réalités sont multiples, notamment au niveau européen. Par exemple, le catalogue européen des semences présente des variétés qui ont besoin d'un contexte bien particulier pour répondre aux attentes en termes de rendements. Le paysan devra ainsi recourir à l'irrigation, aux pesticides et autres engrais de synthèse pour obtenir les rendements espérés. Il s'agira en quelques sortes d'adapter le milieu à

la plante et pas l'inverse. Mais quelle est la cohérence de cette démarche ? D'autant plus aujourd'hui où les enjeux sont différents.

L'agriculture conventionnelle a recherché depuis le Néolithique le productivisme et la productivité, c'est à dire la maximisation du rendement en raisonnant à l'hectare de surface (avec une seule production). Le cueilleur/pêcheur/chasseur qui a précédé le cultivateur-éleveur au Néolithique avait aussi sa propre productivité. Il passait 3 heures par jour à se nourrir et ça lui suffisait. Ce n'était pas un paysan à plein temps. Mais la course au productivisme a spécialisé l'agriculture. Pour améliorer sa productivité, on a eu recours à la sélection, à la mécanisation et autres procédés. Des hommes et des femmes se sont retrouvés à plein temps sur les fermes pour ainsi libérer de la main d'œuvre utile à d'autres tâches : construire des cathédrales et mettre en œuvre les Révolutions Industrielles.

Mais doit-on toujours avoir aujourd'hui pour modèle cette agriculture basée sur la recherche permanente de la productivité ? C'est à dire un modèle qui nous a donné une agriculture qui dégrade son environnement, qui se sépare de ses actifs en période de chômage massif. Cette marche vers la productivité par surface a par ailleurs été facilitée par la hausse des charges sociales décourageant l'emploi et encourageant le recours massif au pétrole et à la chimie. Ces choix historiquement datés ont certes permis d'obtenir des productions agricoles à même de nourrir quantitativement les populations. Mais sans faire aucun procès d'intention à ceux qui ont mis en place ce modèle, est-ce pertinent de poursuivre sur cette voie au XXIème siècle ? Les enjeux ne sont plus les mêmes. Ayons l'intelligence collective de changer de modèle.

Les enjeux nationaux et mondiaux de l'agriculture du XXIème siècle

Le premier enjeu reste bien sûr de nourrir l'humanité mais avec quelle agriculture ? A coup sûr, pas le modèle breton. Un modèle qui affiche certes une bonne productivité avec ses 90 vaches laitières élevées sur 50 ha. Mais si l'on ajoute les importations de soja brésilien nécessaires pour nourrir le bétail soit 30 ha de cultures supplémentaires, la productivité tombe à 90 vaches sur 80 ha. Ceci sans compter les effets collatéraux au Brésil de la mise en place de ces cultures spécialisées avec pour corollaire des paysans chassés de leurs terres pour aller s'entasser dans les Favelas urbaines. Un modèle pas non plus pertinent au regard des enjeux environnementaux avec l'utilisation de pesticides et autres engrais de synthèse entraînant une perte inquiétante de biodiversité associée à une importante pollution atmosphérique et un réchauffement climatique certain. L'épandage de 100 kg d'azote de synthèse à l'hectare contribue autant au réchauffement climatique qu'un parcours de 10 000 km en voiture.

Il faut donc sortir au plus vite de ce modèle d'élevage plus ou moins industriel et utiliser au maximum la ressource en herbe pour nos productions. C'est un moyen efficace d'atténuer le réchauffement climatique mais aussi de redonner de l'efficacité à cette transformation d'énergie qui s'opère entre le soleil et l'homme par l'intermédiaire des animaux herbivores. A titre d'exemple, l'agriculture pratiquée aux États-Unis mobilise 15 unités d'énergie fossile pour fournir une unité d'énergie assimilable par l'homme quand le rendement de l'élevage à l'herbe est de 1 pour 1.

Les atouts de la Haute-Loire pour répondre à ces enjeux

Ce département n'est pas une zone de production intensive mais plutôt un territoire orienté vers les filières de qualité tout en préservant le paysage. On y trouve encore des arbres, des haies et des bandes enherbées, une biodiversité utile pour la production agricole. Il faut développer les cultures associées comme le méteil (céréales/protéagineux) afin d'améliorer la fertilité des sols et moins recourir à la fertilisation pour obtenir une bonne productivité. Le maïs quant à lui pourrait être plus associé au trèfle. On peut compter sur les légumineuses qui amènent de l'azote et le sarrasin du

phosphore (en complément des déjections animales). Il faut décentrer notre regard : diversifier les espèces, les variétés.

Il s'agit là aussi de produire du lait en valorisant au maximum l'herbe et en ayant recours à un minimum de concentrés. Tout ceci dans des fermes à taille humaine et transmissibles. Les investisseurs ne sont pas présents dans le département, du moins pour l'instant. Les grandes fermes peuvent toutefois s'envisager si elles sont organisées en ateliers bien répartis sur les surfaces.

La Haute-Loire peut s'inspirer des modèles d'élevage et de filières de qualité de la Franche-Comté avec son système de fruitière ferme-coopérative et de maîtrise de la production. D'autres expériences sont aussi intéressantes pour trouver du revenu quand les rendements baissent. Les viticulteurs du bordelais valorisent ainsi les nouvelles bandes enherbées dans leurs vignes en les faisant pâturer par des ovins valorisés en signe de qualité « agneaux de Pauillac ».

Pour finir, l'agriculture de Haute-Loire a des atouts pour s'adapter aux enjeux du XXIème siècle. Il faut savoir réfléchir et non chercher à transposer systématiquement des modèles. Des modèles qui ont été conçus en cohérence avec les spécificités d'un territoire et pas des territoires. Les acteurs de ces territoires et les décideurs politiques doivent accompagner ces adaptations vers des modèles d'agriculture plus résilients, aux externalités positives mais parfois aussi aux rendements moindres. Ce sont des choix de Société qu'il faut assumer.

La recherche et l'enseignement agricole pour accompagner ces changements

Il faut sortir d'un modèle vertical de transmission des savoirs vers plus d'horizontalité. La recherche et l'enseignement doivent plus travailler en partenariat avec les agriculteurs, co-acteurs des savoirs. Les maïsiculteurs de Dordogne ont su obtenir par leur propre expérience des mélanges de lignées de variétés bio qui suivant les années ont des rendements comparables aux cultures irriguées. Les démarches participatives doivent donc être développées. De leur côté, Les fermes des lycées agricoles doivent être des lieux d'expérimentations. Il faut construire les savoirs en associant les réseaux paysans.

La presse agricole a aussi son rôle à jouer pour accompagner ces changements. Elle a contribué dans certains cas à un formatage de la pensée unique dans le monde paysan. Par son importante diffusion, elle s'est avérée être la prescriptrice des modèles agricoles.

Réponses de Jacques Caplat aux questions de la salle

L'agriculture urbaine

Elle permet de reconnecter les populations avec le naturel, les réalités de la production agricole. L'épouse du Président Roosevelt a soutenu pendant la guerre des expériences d'agriculture urbaine aux USA. Par nécessité, certaines villes ont ainsi réussi à produire 40 % de leurs protéines végétales. Un modèle à ne pas rejeter mais peut-être à adapter.

Agriculture de conservation et AB

On aurait pu opérer un rapprochement entre les deux mais dès le moment où l'agriculture de conservation pour se passer du labour a opté pour l'utilisation de round-up pour désherber, les voies

se sont différenciées. La transition de l'agriculture de conservation vers la bio s'est arrêtée en chemin. Chez les bio, certains pratiquent le non labour et bien sûr sans glyphosate.

L'AB dans l'enseignement agricole

Il y a 5 ou 6 ans, il était plus difficile d'intervenir sur la bio dans les lycées agricoles malgré l'existence d'une circulaire du Ministère de l'Agriculture datant de 1998 encourageant l'enseignement de celle-ci dans les établissements agricoles. Mais les choses ont changé. Il y a deux ans mon intervention au lycée agricole d'Aurillac a plus suscité d'interrogations que d'oppositions. Je crois savoir qu'aujourd'hui la ferme du lycée a entamé sa conversion à l'AB.

Comment commercialiser et consommer des produits bio

Il faut privilégier les circuits courts et locaux. Ceux-ci permettent entre autres une planification intéressante de la production et ainsi une réduction des invendus. Les Amaps (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) qui associent producteurs et consommateurs permettent par exemple de réduire de 30 % ces invendus en légumes. De plus ces structures sont l'occasion d'une meilleure solidarité entre les acteurs de la filière notamment à travers les coups de main ponctuels des consommateurs sur la ferme.

Quelles aides pour l'AB

La France ne soutient pas assez l'AB. Après la remise en cause récente des aides versées aux producteurs pour le maintien en AB, on a ainsi vu le rythme des conversions divisé par deux au second trimestre 2017. Il faut ajouter à ceci la régionalisation des aides qui crée de véritables distorsions de concurrence entre producteurs de régions différentes.

Les Pouvoirs Publics se doivent de rémunérer les externalités positives générées par l'AB à la hauteur des services rendus. Un produit bio coûte moins cher à produire pour la Société qu'un produit de l'agriculture conventionnelle si l'on tient compte de toutes les charges directes et indirectes que cette dernière a induites (notamment au regard de la qualité de l'eau).

D'une manière générale pour réorienter les modèles agricoles, il faut baisser les charges sur le travail pour les transférer sur le capital et les matières premières. On aurait ainsi une agriculture plus tournée vers l'autonomie, la qualité et bien sûr l'emploi.

Les débouchés chinois pour le lait bio

Ce sont des débouchés fragiles et liés aux évolutions des coûts du transport. La Chine à travers cette démarche ne recherche plus son autonomie alimentaire. C'est dommage. De toute manière, la France n'a pas vocation outre mesure à nourrir le Monde. Il faut une autosuffisance au sein des grandes régions mondiales.

Marie-claire Gaudriault, enseignante et référente en Agroécologie pour la Draaf.

Claude Chambon, enseignant.